Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les élections présidentielles en France et l'émergence du Front de Gauche

La nouvelle Amérique latine comme principale source d'inspiration

Par Salim Lamrani
Mondialisation.ca, 01 mai 2012
telesurtv.net 1 mai 2012

Région : Amérique latine & Caraïbe, L'Europe
Analyses: Élections en Europe

Le Front de Gauche a été la révélation politique du premier tour de l'élection présidentielle en France. Son candidat Jean-Luc Mélenchon revendique ouvertement avoir puisé son inspiration dans la nouvelle Amérique latine pour établir son programme.

Cette année 2012, le 1er mai – rassemblement international des travailleurs pour l'émancipation humaine et le progrès social depuis 1890 – revêt un intérêt particulier à travers toute l'Europe, frappée par la crise économique systémique et des mesures d'austérité et de régression sociale sans précédent. Cela est particulièrement vrai en France, où la célébration a lieu entre les deux tours de l'élection présidentielle qui opposera le candidat conservateur de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), et actuel président, favorable au maintien des politiques d'austérité en Europe, au leader du Parti socialiste (PS) François Hollande, partisan d'une politique plus sociale, sans pour autant rejeter le modèle néolibéral.

Le premier tour de l'élection présidentielle a constitué un double camouflet pour le président sortant Nicolas Sarkozy. En effet, pour la première fois de l'histoire de la Ve République (depuis 1958), le président candidat (27,18%) est devancé par son adversaire socialiste (28,63%). De plus, l'adoption d'un discours stigmatisant l'immigration et invoquant la défense de l'identité nationale – thèmes habituellement réservés à l'extrême droite, dans l'espoir d'attirer une nouvelle fois les voix de ce secteur comme en 2007 – n'a pas eu les effets escomptés. Pourtant, Nicolas Sarkozy n'a pas lésiné sur les moyens en nommant comme conseiller spécial de campagne Patrick Buisson, transfuge de l'extrême droite, rompant ainsi avec la tradition gaullienne et chiraquienne de la droite classique. En effet, 17,9% des électeurs ont préféré voter pour Marine Le Pen, candidate du parti extrémiste Front National (FN), qui est arrivée en 3ème position[1], avec un score cependant inférieur à 2002, où l'extrême droite avait atteint 19,2%[2]. L'UMP, parti présidentiel, a ainsi perdu 1,7 millions de voix par rapport à 2007, dont 70% est allé au FN[3].

L'émergence du Front deGauche

Néanmoins, la révélation politique du premier tour de l'élection présidentielle reste le Front de Gauche (FDG), une coalition de diverses forces politiques progressistes incluant, entre autres, le Parti communiste et le Parti de Gauche, dont le candidat Jean-Luc Mélenchon a

atteint le score historique de 11,1%[4], avec près de 4 millions de voix. En effet, aucune force politique à la gauche du Parti socialiste n'avait atteint un tel score depuis 1981 quand le Parti communiste de George Marchais avait dépassé la barre des 15%[5].

Durant la campagne électorale, le FDG a étonné tous les observateurs grâce à son impressionnante capacité de mobilisation. Le 18 mars 2012, près de 120 000 personnes s'étaient réunies à la Place de la Bastille à Paris pour écouter Mélenchon, faisant de ce meeting le plus important rassemblement politique depuis l'après-guerre[6]. De la même manière, le 14 avril 2012, 120 000 personnes se sont retrouvées sur les plages du Prado à Marseille pour suivre le discours du candidat du FDG[7]. Aucun autre parti politique français ne dispose d'une telle capacité de mobilisation.

Dans les grandes villes, où le Front de Gauche est très présent et où il a pu réaliser son travail d'éducation populaire sur son programme et sur les dangers que représentait le FN, le vote en faveur de l'extrême droite a sensiblement reculé. Sur les 15 premières villes de France, le FN a ainsi obtenu des résultats inférieurs à ceux de 2002 dans 14 d'entre elles. Mieux encore, Jean-Luc Mélenchon a obtenu des scores supérieurs à ceux de Marine le Pen, dans dix villes sur quinze[8]. Ainsi, 75% de la progression du total de la gauche – +17% par rapport à 2007, alors que le total de la droite a diminué de 16%[9] – est dû au FDG[10]. Par rapport à 2007, la gauche de la gauche a progressé de 39%, grâce au FDG[11].

Le score de 11,1% du FDG aurait sans doute été plus élevé sans la menace du Front national et la campagne médiatique, en faveur du vote utile, qui a surfé sur le traumatisme électoral de 2002, où le candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen avait éliminé le candidat socialiste Lionel Jospin et s'était qualifié pour le second tour. Ainsi, selon un sondage de l'IFOP, 30% des électeurs de François Hollande auraient voté pour le FDG sans la menace Le Pen, ce qui aurait porté le score Mélenchon à 20,1%, c'est-à-dire au même niveau que celui du Parti socialiste. Néanmoins, avec 4 millions de voix, le FDG a gagné en l'espace de trois ans trois millions d'électeurs depuis sa première campagne pour les élections européennes en 2009[12].

La nouvelle Amérique latine, principale source d'inspiration du Front de Gauche

Depuis 1998 et l'élection d'Hugo Chávez à la présidence de la République Bolivarienne du Venezuela, l'Amérique latine a porté au pouvoir de nombreux dirigeants progressistes qui ont placé l'humain au centre de leur projet de société, que ce soit Lula da Silva puis Dilma Rousseff au Brésil, Néstor Kirchner puis Cristina Fernández en Argentine, Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Equateur, Daniel Ortega au Nicaragua, José Mujica en Uruguay et dans une moindre mesure Ollanta Umala au Pérou.

Cette Amérique latine nouvelle a axé sa politique sur la récupération de sa souveraineté en nationalisant les hydrocarbures et autres secteurs stratégiques de l'économie (Venezuela, Brésil, Equateur, Bolivie, Argentine, etc.), la lutte contre la pauvreté par le biais de programmes sociaux spectaculaires, la répartition des richesses et l'intégration régionale avec la création de plusieurs organismes tels que l'Alliance Bolivariennes pour les Peuples de notre Amérique (ALBA), l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) et la récente Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC), illustrant ainsi la volonté du continent de s'affranchir de l'ombre tutélaire de Washington et de créer un monde multipolaire, basé sur le dialogue, la diplomatie et la réciprocité.

Le FDG s'est fortement inspiré du renouveau politique latino-américain et du concept de

« révolution par les urnes ». « Les processus révolutionnaires en Amérique du Sud sont une source d'enseignement », a revendiqué Mélenchon[13], très lié au président équatorien Rafael Correa, lequel lui a publiquement apporté son soutien[14].

Le programme de cette nouvelle force politique, intitulé « l'Humain d'abord », est axé sur une philosophie du partage et sur la répartition des richesses, marquant ainsi une rupture radicale avec la logique accumulative néolibérale, qui a ravagé l'Amérique latine dans les années 1980 et qui détruit actuellement l'Europe. Face aux politiques d'ajustement structurel et aux mesures d'austérité appliquées partout sur le Vieux Continent, de la Grèce à l'Espagne, et de l'Irlande au Portugal en passant par l'Italie, avec des conséquences sociales et humaines dramatiques, le FDG préconise une approche socioéconomique alternative basée, entre autres, sur une plus grande intervention de l'Etat et la réforme des institutions.

Ainsi, l'idée d'une Constituante et d'une VIe République « parlementaire, sociale et participative », destinée à mettre un terme au régime ultra-présidentialiste et à donner davantage de pouvoir au Parlement, s'inspire directement du Venezuela, où une nouvelle Constitution a été adoptée en 1999. La nouvelle constitution doit garantir également « l'indépendance des médias à l'égard du pouvoir politique et des puissances d'argent[15] », reprenant ainsi un point-clé du programme du Conseil national de la Résistance de 1944[16].

De la même manière, le concept de « Révolution citoyenne » trouve sa source dans la transformation radicale de la société équatorienne suite à l'élection de Rafael Correa, où la population est passée du statut de spectateur de la vie politique à celui d'acteur direct et impliqué[17].

Comme dans la nouvelle Amérique latine, le programme du FDG donne la priorité au social avec le rétablissement de la semaine de 35 heures et le droit à la retraite à 60 ans à taux plein. Le SMIC est fixé à 1 700€ (contre 1 097€ actuellement) et le salaire maximum ne pourra dépasser les 360 000 euros par an– soit 30 000 euros par mois, seuil au dessus duquel l'imposition est de 100% – dans les entreprises publiques et privées. De la même manière, la hiérarchie des salaires dans les entreprises est fixée de 1 à 20 au maximum (le plus gros salaire ne pouvant être plus de 20 fois supérieur au plus petit salaire), afin d'amener les patrons qui souhaiteraient augmenter leurs revenus à en faire autant avec ceux des salariés[18].

Pour éviter l'exil fiscal, le FDG compte établir le même système tributaire existant aux Etats-Unis où tous les expatriés qui sont imposés à un niveau inférieur dans leur nouveau territoire de résidence que celui existant sur le territoire américain, sont dans l'obligation de payer le différentiel d'impôt au Trésor étasunien[19].

L'instauration du CDI comme norme du contrat de travail permettra, selon le FDG, de lutter contre l'insécurité sociale et d'abolir la précarité. A cela s'ajoutera le remboursement intégral des dépenses de santé, ainsi que la titularisation des 800 000 employés précaires de la fonction publique, sans oublier la construction de 200 000 logements sociaux par an, un blocage des loyers et l'interdiction des expulsions locatives pour des raisons économiques et sociales[20].

L'augmentation du salaire minimum constitue la base du programme du FDG et revêt un double objectif. D'abord, elle permettra améliorer le niveau de vie d'une partie substantielle

des citoyens français, dont une immense majorité de femmes (80%)[21], qui survit difficilement avec de tels revenus. De plus, 8 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 970€ par mois)[22] dans la cinquième puissance mondiale, alors que le pays est deux fois plus riche qu'en 1990 (2560 milliards de richesse produite par an)[23].

Ensuite, elle permettra de relancer l'économie. En effet, la hausse du SMIC stimulera automatiquement la consommation de cette catégorie de la population dont les besoins sont importants, et par ricochet remplira les carnets de commande des entreprises. Ces dernières, à leur tour, recruteront la main d'œuvre nécessaire pour satisfaire cette nouvelle demande, ce qui aura un impact positif sur le taux de chômage qui en sera logiquement réduit. Ainsi, l'Etat verra ses ressources augmenter grâce à la contribution tributaire des nouveaux employés, et ses dépenses destinées à l'allocation-chômage diminuer, créant ainsi un cercle vertueux.

Les actuelles politiques d'austérité promues par la BCE, le FMI et l'UE et appliquées à travers l'Europe ont un effet inverse puisque la réduction des dépenses, la diminution des salaires et des pensions de retraite – en plus des conséquences sociales et humaines catastrophiques qu'elles occasionnent – conduisent inévitablement à une contraction de la consommation. De ce fait, les entreprises se trouvent dans l'obligation de réduire leur production ainsi que les salaires, allant jusqu'à se séparer de leurs employés. Conséquence logique, les ressources tributaires de l'Etat s'en trouvent diminuées alors que ses dépenses – pour atténuer les effets du chômage – explosent, créant ainsi un interminable cercle vicieux, dont le symbole est la crise grecque. Plusieurs pays européens se trouvent ainsi actuellement en récession.

Le cas de la crise de la dette grecque – que le FDG n'a eu de cesse de dénoncer durant la campagne électorale – est un cas d'école et illustre l'échec total des politiques néolibérales. En effet, malgré l'intervention de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, malgré l'application de treize plans d'une austérité extrême – hausse massive d'impôts dont la TVA, hausse des prix, réduction des salaires (jusqu'à 32% sur le salaire minimum !) et des pensions de retraite, recul de l'âge légal de départ de la retraite, destruction des services publics de première nécessité tels que l'éducation et la santé, suppression des aides sociales et privatisations des secteurs stratégiques de l'économie nationale (ports, aéroports, chemins de fer, gaz, eaux, pétrole) – qui ont mis à genoux la population[24], la dette est aujourd'hui supérieure à ce qu'elle était avant l'intervention des institutions financières internationales en 2010[25].

Pourtant, la crise grecque aurait pu être évitée. En effet, il aurait simplement fallu que la Banque centrale européenne prête directement à Athènes les sommes nécessaires, au même taux d'intérêt qu'elle prête aux banques privées, c'est-à-dire entre 0% et 1%, ce qui aurait empêché toute spéculation sur la dette de la part de la finance. Or, le Traité de Lisbonne – rejeté par référendum par le peuple français en 2005 mais imposé par voie parlementaire par le président Sarkozy en 2008 contre la volonté des citoyens – interdit cette possibilité pour des raisons difficilement compréhensibles si l'on part du postulat selon lequel la BCE agit dans l'intérêt des citoyens[26].

En effet, l'article 123 du Traité de Lisbonne stipule qu'il « est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises

publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales des instruments de leur dette est également interdite[27] ».

En réalité, la BCE sert directement les intérêts de la finance. Ainsi, les banques privées ont emprunté à la BCE au taux bas de 0% à 1% et ont ensuite spéculé sur la dette en prêtant ce même argent à la Grèce à des taux allant de 6% à 18%, aggravant ainsi la crise de la dette, devenue mathématiquement impayable, puisque Athènes se trouve désormais dans l'obligation d'emprunter uniquement pour rembourser les seuls intérêts de la dette[28].

Pour ces raisons, le FDG s'est engagé à réformer en profondeur le Traité européen afin d'autoriser la BCE à prêter directement aux Etats et à éviter ainsi les attaques spéculatives de la Finance sur les dettes souveraines. Ce fut le cas en Grèce, en Irlande, en Espagne, au Portugal et en Italie, pour ne citer que ces nations[29].

En attendant, une mesure permet toutefois de contourner l'interdiction faite par le Traité européen et d'emprunter à un taux bas. En effet, la législation française autorise l'Etat à imposer aux banques privées nationales de prêter au pays des sommes avec le même taux d'intérêt que ces dernières empruntent à la BCE, c'est-à-dire moins de 1%. Cela permettrait réduire sensiblement le poids de la dette. Mais, à ce jour, aucun gouvernement n'a osé la mettre en application.

La création de la Banque du Sud en 2007[30] et la Banque de l'ALBA en 2010[31] ont permis à l'Amérique latine de s'affranchir des institutions financières internationales tels que le FMI et la Banque mondiale, responsables de la crise financière qui avait ravagé le continent dans les années 1990. Le FDG prévoit également la création d'un pôle public financier destiné à transformer la politique et les critères de crédit. L''élaboration d'une réglementation anti-spéculation et le blocage des flux financiers avec les paradis fiscaux sont également prévus[32]. En effet, les banques françaises détiennent au total une somme de 532 milliards de dollars dans ces paradis fiscaux et échappent ainsi à l'impôt, privant l'Etat – c'est-à-dire le citoyen français – de revenus non négligeables qui résoudraient bien des problèmes socio-économiques[33].

Au niveau tributaire, les privilèges fiscaux de toute sorte – qui ont coûté près de 100 milliards d'euros à l'Etat depuis 2002 et qui ont provoqué le doublement de la dette française–, et ceux des grandes entreprises en particulier, seront supprimés. Par exemple, la multinationale Total, qui a réalisé un bénéfice net de 10 milliards de dollars en 2011, n'a pas payé un sou au titre de l'impôt sur les sociétés durant des décennies, grâce à la niche fiscale appelée « bénéfice mondial consolidé ».[34]. De la même manière, les petites et moyennes entreprises sont taxées à hauteur de 30% alors que celles du CAC40 (40 plus grosses entreprises françaises) ne le sont qu'à hauteur de 8%[35].

Le FDG s'est beaucoup inspiré du rapport qu'ont les populations indigènes d'Amérique latine à la terre, et de la nécessité de préserver l'environnement. Il propose ainsi une planification écologique « comme moyen de redéfinir [les] modes de production, de consommation et d'échange en fonction de l'intérêt général de l'humanité et de l'impact de l'activité économique sur l'écosystème ». Il prévoit le développement de sources alternatives d'énergie non polluantes, le développement des transports publics, du ferroutage, entre autres[36].

Le FDG a également tiré les enseignements de l'émergence de coopératives en Argentine et

souhaite développer l'économie sociale et solidaire, en permettant aux salariés de reprendre leurs entreprises. Quant à la récupération de la souveraineté nationale, elle passe, comme en Amérique latine – en Argentine tout particulièrement avec le cas de la multinationale Repsol –, par la nationalisation des ressources stratégiques du pays[37].

Le Brésil et la politique de Dilma Roussef contre les délocalisations a été également prise en compte par le FDG. Ainsi, en taxant les produits de l'entreprise Apple, Brasilia a obligé la multinationale étasunienne à ouvrir une usine sur son territoire et à y investir 12 milliards de dollars. Cela a entrainé un mouvement de relocalisation des activités industrielles, lesquelles fournissent du travail aux citoyens brésiliens[38].

Au niveau international, le FDG est favorable à un retrait de la France de l'OTAN et à une approche diplomatique et pacifique des relations internationales avec des rapports basés sur l'égalité souveraine entre les Etats, la non-ingérence, la coopération et la réciprocité. Tout comme l'Amérique latine, le FDG milite en faveur d'un monde multipolaire basé sur la suprématie du droit international. Il est également partisan d'une rupture avec le monde atlantiste et le militarisme et favorable à une alliance plus étroite avec les BRIC[39].

Conclusion

Le FDG semble prédestiné à jouer un rôle majeur dans la vie politique française dans les années à venir, surtout s'il poursuit son travail d'éducation politique efficace auprès des couches populaires et s'il conserve sa capacité de mobilisation. S'il évite l'écueil des divisions et reste uni autour de la figure charismatique de Mélenchon – dont mêmes les adversaires politiques soulignent les grands talents de tribun –, les résultats encourageants du premier tour de l'élection présidentielle devraient trouver confirmation lors des prochaines échéances électorales et ouvrir la voie au changement nécessaire en France et en Europe.

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son dernier ouvrage s'intitule État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).

Contact : Salim.Lamrani@univ-mlv.fr ; lamranisalim@yahoo.fr

Page Facebook : https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel

[1] *Le Monde*, « Résultats de l'élection présidentielle : France entière », 23 avril 2012

[2] Hendrik Davi, « Depuis 2002, l'extrême droite a reculé dans les villes », *Front de Gauche*, 25 avril 2012.

[3] Jean-Luc Mélenchon, « Après le premier tour, un moment de pause clavier », 25 avril 2012. www.jean-luc-mélenchon.fr (site consulté le 26 avril 2012).

[4] *Le Monde*, « Résultats de l'élection présidentielle : France entière », *op. cit.*

[5] *Radio France Internationale,* « 1981 – Mitterrand, l'alternance », 24 août 2006.

[6] *Le Monde*, « Jean-Luc Mélenchon à Bastille : « Nous sommes le cri du peuple », 18 mars 2012.

[7] Lilian Alemagna, « Au Prado, Mélenchon retourne la plage », *Libération*, 15 avril 2012.

[8] Hendrik Davi, « Depuis 2002, l'extrême droite a reculé dans les villes », *op. cit*.

[9] Jean-Luc Mélenchon, « Après le premier tour, un moment de pause clavier », 25 avril 2012. www.jean-luc-mélenchon.fr (site consulté le 26 avril 2012)

[10] Patrick Cohen, « Jean-Luc Mélenchon », *France Inter*, 27 avril 2012, 8h20. http://www.dailymotion.com/video/xqf4hb_jean-luc-melenchon_news?search_algo=1 (site consulté le 27 avril 2012).

[11] Jean-Luc Mélenchon, « Après le premier tour, un moment de pause clavier », *op. cit.*

[12] *Ibid.*

[13] *Liberation*, « Otan, Tibet, Cuba, Amérique du Sud : Mélenchon répond à la presse étrangère », 17 avril 2012.

[14] *Le Figaro*, « Rafael Correa soutient Mélenchon », 11 avril 2012 ; *L'Humanité*, « Correa soutien son 'compañero' Mélenchon », 12 avril 2012.

[15] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, septembre 2011, p. 32.

[16] *Conseil National de la Résistance*, « Programme du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) », 24 mars 1944.

[17] Céline Meneses, « Equateur : la révolution citoyenne victorieuse », *Le Parti de Gauche*, 10 octobre 2010.

[18] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

[19] Sénat, « Étude de législation comparée n° 192 – janvier 2009 – L'imposition des revenus des expatriés dans le pays d'origine », janvier 2009. http://www.senat.fr/lc/lc192/lc1927.html (site consulté le 29 avril 2012).

[20] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

[21] Mireille Schurch, « Pour le SMIC à 1700€ », *Sénat*, 2 avril 2012. http://www.senat03.fr/spip.php?article459 (site consulté le 29 avril 2012).

[22] *Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)*, « Nombres de pauvres », 2009. http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=natsos04403 (site consulté le 29 avril 2012).

[23] *World Bank*, « World Development Indicators & Global Development Finance », 2010. http://databank.worldbank.org/Data/Views/Reports/TableView.aspx?IsShared=true&IsPopular=series (site consulté le 29 avril 2012).

[24] *Le Figaro*, « Grèce : les 10 nouvelles mesures de rigueur », 13 février 2012.

[25] *Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM)*, « Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés », 10 mars 2012. http://www.cadtm.org/Le-CADTM-denonce-la-campagne-de (site consulté le 29 avril 2012).

[26] *Le Monde Diplomatique*, « Les Irlandais rejettent le Traité de Lisbonne », 13 juin 2009. http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-06-13-Les-Irlandais-rejettent-le-traite (site consulté le 29 avril 2012).

[27] *Traité de Lisbonne*, article 123.

[28] *Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM)*, « Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés », *op. cit.*

[29] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

[30] *La Jornada*, « El Banco del Sur », 13 décembre 2007.

[31] *Banco del ALBA*. http://www.bancodelalba.org/ (site consulté le 29 avril 2012).

[32] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

[33] Emmanuel Levy, « Les paradis fiscaux abritent 532 milliards de dépôts français », *Marianne 2*, 28 mars 2009.

[34] Cette dernière à finalement a été abrogée en septembre 2011 face à la pression populaire car elle représentait un manque à gagner pour l'Etat de 500 millions chaque année. Voir Chloé Dussapt, , « Qu'est-ce que le bénéfice mondial consolidé ? », *Challenges* 7 septembre 2011.

[35] Guillaume Errard, « Les sociétés du CAC40 échappent à l'impôt », *Le Figaro*, 14 décembre 2009.

[36] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

[37] *Le Figaro*, « Repsol : Kirchner défend l'expropriation », 28 avril 2012.

[38] *La Tribune*, « Foxconn va fabriquer des iPad au Brésil où il investira 12 milliards de dollars », 14 octobre 2011 ; *Huffington Post*, « La démondialisation ça marche, la preuve au Brésil avec Apple », , 15 septembre 2011.

[39] Front de Gauche, *L'Humain d'abord*, *op. cit.*

La source originale de cet article est telesurtv.net
Copyright © Salim Lamrani, telesurtv.net, 2012

Articles Par : Salim Lamrani

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca